

Le Monde

L'incendie du site Ecolabo à Toulouse en Haute-Garonne remet en question la directive Seveso

L'usine toulousaine classée « Seveso seuil haut », desservait la totalité des stations-service du Sud-Ouest, maintenant plus de 65% des bâtiments sont partiellement détruits, et plusieurs questions restent en suspens : quelles sont les conséquences pour la santé des habitants et l'environnement, faut-il revoir la directive Seveso pour amoindrir définitivement les risques ?



Le 6 février à 2 h 40, un bruit assourdissant retenti et le ciel de la métropole toulousaine se voile peu à peu d'un épais nuage, mélangeant fumée et suie. Alerté par les pompiers, l'usine chimique Ecolabo, première raffinerie du midi, est en feu. L'un des bâtiments de stockage d'hydrocarbures, huiles et additifs sont enflammés depuis cette nuit. Plus de 150 sapeurs-pompiers travaillent en ce moment pour contenir le feu et réussir à l'éteindre. À cette heure-ci, aucune victime est à déplorer car aucun employé n'était présent. Pourtant, la population est très inquiète concernant les conséquences de cet incendie.

Les risques pour la santé des habitants et l'environnement

Après l'explosion de l'usine AZF en 2001 à Toulouse et plus récemment celle de Lubrizol le 26 septembre dernier à Rouen, toutes deux classées « Seveso seuil haut », ces incendies posent certaines questions concernant les possibilités de pollution (particules fines, eaux, etc) qu'elles peuvent entraîner.

D'après plusieurs articles à propos de l'incendie de l'usine Lubrizol, il pourrait présenter des risques pour la santé publique et l'environnement. Annie Thébaud Mony, directrice de recherche honoraire à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), a déclaré à l'AFP : « ce nuage qui est passé au-dessus de Rouen est chargé en poussière hautement toxique au minimal cancérigène ». Cet incendie présentant des similarités avec celui de l'usine Ecolabo, le ministère de l'intérieur recommande de se montrer prudent en restant à l'abri des fumées le temps de plus amples résultats scientifiques concernant la dangerosité des fumées.

Par ailleurs, on peut craindre que la Garonne soit atteinte, lors de l'exemple précédent la Seine avait été polluée par plusieurs galettes d'hydrocarbures. Le premier réflexe serait de consommer de l'eau minérale en bouteille en attendant la décontamination des eaux du fleuve.

Un site Seveso suffisamment protégé ?

D'après le site seveso.be, l'appellation Seveso vient du drame survenu dans la ville de Seveso au nord de l'Italie, en 1976. Un accident industriel provoquant un nuage de toxine après l'explosion d'une usine chimique.

Aujourd'hui, le terme Seveso est attribué à une directive européenne concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, qui imposent l'identification des usines les manipulant, les fabriquant, les stockant ou les utilisant (raffineries, sites pétrochimiques, dépôts pétroliers ou d'explosifs) et la haute prévention de ces sites. Il existe deux types d'établissements classés Seveso : « seuil bas » ou « seuil haut ».

Ainsi, du fait de leur dangerosité, les sites « Seveso », sont soumis à des normes strictes de sécurité, telles que la dernière mise en place en 2015, la « Seveso 3 », elle « classifie les substances et crée des nouvelles dénominations de dangers » d'après le Ministère de la transition écologique et solidaire.

En dernier lieu, l'usine Lubrizol, aujourd'hui aux normes, « a fait l'objet d'une mise en demeure » en 2017, à la suite de « 17 manquements » aux normes Seveso, propos cités par l'AFP. Sur le territoire français, il existe aujourd'hui 1200 usines Seveso dont 650 considérées en « seuil haut ». D'après Jacky Bonnemains, président de l'association écologiste Robin des bois, interviewé par Le Parisien, "on déplore aujourd'hui en France de plus en plus d'incendies et d'explosions dans des établissements industriels, classés Seveso ou non. [...] Il y a par ailleurs une baisse incontestable du nombre de visites de ces établissements par les inspecteurs des

installations classées. Les directions régionales de l'environnement sont en sous-effectif et effectuent de moins en moins de visites sur le terrain. Du coup, les industriels sont livrés à eux-mêmes", a-t-il ajouté.

Le drame de cette nuit remet donc en question la prévention des sites Seveso.